

Auteur : Colonel (er) Michel GOYA.
Titre : **Au bonheur des drames.**
Source : **La Voie de l'épée.**
Date : **Juillet 2016.**
Diffusée par : ASAF (www.asafrance.fr).

Au bonheur des drames



En avril 2015, je m'interrogeais sur la stratégie de la France vis-à-vis des organisations djihadistes. Maintenant, les choses sont plus claires : il n'y en a pas, ou plus exactement des listes d'annonces après chaque attentat en font office. On navigue au petit bonheur des drames en s'efforçant de rester en surface des choses.

La guerre en plastique.

Rappelons cette évidence qu'une stratégie suppose de définir un objectif face à un ennemi. Encore faut-il avoir défini au préalable cet ennemi, et le « terrorisme » (avec ses déclinaisons : organisations, groupes armés (GAT) et maintenant « armées » terroristes) ne saurait être un ennemi puisqu'il s'agit là d'un mode d'action. L'Etat islamique ou AQPA font-ils la « guerre au bombardement » ? Aux « groupes armés droniques » ? Je ne crois pas.

Il y a là une forme d'évitement tout à fait pernicieux, qui finit même par être suspect. On ne fait la guerre qu'à un ennemi, c'est-à-dire une ou plusieurs entités politiques, et la moindre des choses c'est de les désigner : nous faisons la guerre à des organisations islamistes radicales, l'Etat islamique bien sûr, (autant l'appeler par le nom qu'il se donne depuis dix ans) mais aussi Al-Qaïda au Maghreb islamique ou Al-Mourabitoune. Ces organisations sont changeantes mais elles sont liées par une vision très semblable du monde.

Une première difficulté stratégique réside évidemment dans le fait de choisir. Faut-il considérer ces forces dans leur globalité et s'attaquer à ce qu'elles ont de commun ? Faut-il décider de faire la guerre à toutes les organisations armées salafistes ou fréristes du monde ou considérer

simplement celles qui attaquent la France ? Dans le premier cas, pourquoi la France ne frappe-t-elle pas Ahrar al-Sham en Syrie ou Ansar al-Charia en Tunisie et dans le second pourquoi avoir attaqué le Hezb-e-Islami Gulbuddin en Afghanistan ou même l'Etat islamique (qui n'avait pas tué de Français avant septembre 2014) ? La chose est d'autant plus délicate que cela suppose d'intervenir dans des Etats souverains, que l'on a du mal à ne pas suivre les Etats-Unis lorsqu'ils le demandent et que parmi nos principaux partenaires économiques, on trouve les poumons financiers de l'idéologie qui nourrit nos ennemis (il était surréaliste de voir Nicolas Sarkozy justifier depuis Ryad la lutte contre les Talibans, ces monstres qui ne respectent pas les femmes).

L'équation est évidemment complexe mais elle ne dépend finalement que d'un paramètre principal : le courage politique, vertu qui a semble-t-il déserté notre classe dirigeante. On attend donc toujours une vision claire et sérieuse de ce que l'on souhaite : la fin de l'islamisme radical dans le monde ? La « simple » destruction de l'Etat islamique ? D'Al-Qaïda ? De toutes les organisations djihadistes existantes et futures ? La fin des attaques contre le sol français ? La stabilisation des pays arabes ?

Outre la nécessité de définir au minimum ce que l'on veut, la difficulté d'une bonne stratégie est d'accorder l'objectif et les moyens. On peut dire ce que l'on veut de la vision américaine de la « guerre contre le terrorisme » (expression dont tout individu un peu sérieux s'étonnait alors en France) après 2001 et de ses résultats mais au moins les Etats-Unis se sont donnés les moyens d'agir. Pour notre part, on fait des discours lyriques, on annonce la guerre (mais surpris par tant d'audace on ne dit pas contre qui)...mais la mobilisation des forces qui devrait suivre une telle déclaration est minuscule. C'est la Marseillaise sans la levée en masse.

Ce ne sont pas en effet les quelques rectifications, certes bienvenues, à la loi de programmation militaire ou les plans de lutte contre le terrorisme qui vont rattraper la division par deux en vingt-cinq ans de l'effort de l'Etat dans sa mission de protection (défense, intérieur, justice) de la France et de ses intérêts. Il est vrai que le renouvellement de notre classe politique est tel que la classe dirigeante actuelle est celle qui a décidé, par petits calculs, de baisser la garde tout en regardant la progression parallèle de la menace islamiste. L'emploi de l'expression « dividendes de la paix » par Laurent Fabius a précédé ainsi de quelques mois les attentats de Paris de 1995 qui constituaient en fait le début d'une autre guerre. Cette crise des ciseaux (développement de la menace et en même temps réduction des moyens d'y faire face) a même connu une accélération forte depuis 2008 jusqu'à ce que [les dindes](#) découvrent l'existence de Noël et la faiblesse de leurs marges de manœuvre, sans faire appel au courage.

Pour que l'Etat retrouve des moyens sérieux (on n'est pas sérieux, par exemple, quand l'armée de l'air se considère « en limite » avec 18 avions de combat engagés), il faut par effet de dominos restructurer toute la dépense publique, donc susciter des perdants dans les acquis qui ne manqueront pas de faire savoir leur mécontentement. On ajouterait ainsi à l'ennemi extérieur une hostilité intérieure en pleine période électorale (la seule campagne qui soit sans doute vraiment pensée par notre chef des armées et son prédécesseur) et l'expérience tend à démontrer une aussi grande timidité vis-à-vis, des corporations organisées, au sens large, que face à « ce qui n'est pas nommé ».

Bien sûr, les budgets ne sont pas seuls en cause. Les organisations bureaucratiques et les sous-organisations développent aussi toujours leurs objectifs et leurs pratiques propres qui ne sont pas forcément corrélés à l'objectif stratégique (surtout si celui-ci est flou). La description de la

structure byzantine du renseignement intérieur, alors que celui-ci a clairement été pris en défaut depuis au moins quatre ans, suffirait à démontrer qu'il n'y a pas, derrière la « voix blanche », de réelle volonté politique de transcender les blocages. La défense ne vaut guère mieux, avec sa difficulté à trouver un modèle cohérent avec les défis actuels mais également à s'ajouter de la rigidité. Quant à la Justice, le spectacle de notre politique carcérale suffit à lui-seul à montrer que là non plus la guerre n'a pas été prise au sérieux.

Au bilan, non seulement nous n'avons pas d'objectif clair, ce qui complique forcément la possibilité de l'atteindre, mais nous (et surtout nos dirigeants) ne nous sentons visiblement pas suffisamment en guerre pour pouvoir transcender les blocages intérieurs de tous ordres et se donner des moyens un peu plus conséquents. Pour autant, même si ne nous intéressons pas beaucoup à l'ennemi (pour ne pas commencer à l'excuser paraît-il), celui-ci s'intéresse quand même à nous. Nous sommes réellement en guerre mais engagés à force d'empilement de réactions sur plusieurs fronts intérieurs et extérieurs sans en maîtriser aucun.

A l'offensive.



Je crois pour ma part, mais j'ai conscience des faiblesses d'un raisonnement d'un seul homme, qu'il faut commencer par désigner l'islamisme radical comme définitivement incompatible avec les valeurs de la République française et combattre tout groupe ou individu qui prônerait l'imposition de la Charia en France, sous forme « quiétiste » ou non. Les démocraties n'ont pas hésité à le faire pendant la Seconde Guerre mondiale avec les groupes et partis proches de l'idéologie ennemie, faisons de même. Cela fâchera les monarchies du Golfe (et leurs petits amis dans notre classe politique) et cela stimulera la colère de l'ennemi. Qu'il en soit donc ainsi. A l'extérieur, la France doit lutter, de toutes les manières possibles, contre les organisations djihadistes qui la menacent directement et aider les Etats locaux à neutraliser le phénomène.

Cet effort de longue durée suppose une volonté ferme et partagée. Il suppose bien sûr que l'Etat reprenne à son compte son rôle premier de protection des Français. Rappelons une nouvelle fois que si on faisait le même effort qu'en 1990, on consacrerait chaque année au moins 30 milliards d'euros de plus aux ministères régaliens. Gageons, que toutes choses égales par ailleurs, les choses seraient déjà un peu différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui (et je ne parle pas des centaines de milliards qui auraient pu être investis dans ces champs depuis 1990). Dans un pays

qui produit annuellement 2 100 milliards d'euros de richesse et qui tolère assez facilement au moins 60 milliards d'évasion fiscale, cela doit être malgré tout possible, avec un peu d'imagination et surtout de volonté.

Cela serait cependant insuffisant sans une adaptation, matérielle, culturelle et organisationnelle à la guerre en cours des ministères directement concernés (et même plus ou moins directement des autres) et leur subordination à un Etat-major (oui, si on fait la guerre, il faut un organe permanent de commandement, c'est la base) ou peut-être deux (action intérieure et action extérieure).

En matière de sécurité intérieure, les préconisations de la commission parlementaire semblent être de bon sens. La priorité est évidemment de redonner de l'efficacité au renseignement intérieur, de reconstituer les réseaux des anciens renseignements généraux (et une vraie police de proximité), d'intégrer de gré ou de force les différentes chapelles du ministère de l'intérieur. Les juges doivent avoir les moyens de traiter les dossiers plus rapidement et efficacement. La politique carcérale doit également faire l'objet d'un effort considérable. Les prisons doivent devenir des lieux de réintégration dans la société et non plus des usines à radicalisation ou des zones de contact avec les réseaux criminels, réseaux qui doivent aussi être conçus comme un champ de bataille dans cette guerre.

Il faut sans doute aller encore plus loin que la commission dans la capacité d'intervention et donc à faire confiance (en format et équipant en conséquence) à des agents de sécurité de proximité, des agents privés et même des citoyens sélectionnés (anciens militaires, gendarmes ou policiers notamment). Quant à nos soldats, déjà peu nombreux, ils ont bien d'autres choses à faire hors des rues de France, hors interventions d'urgence. C'est une « révolution dans les affaires de sécurité » qui doit être menée si on veut vraiment obtenir un bouclier efficace et le chantier est immense.

A l'extérieur, il faudra intégrer bien mieux qu'on ne le fait actuellement (on ne le fait pratiquement pas en fait) combiner les instruments d'action et d'influence de la défense et du ministère des affaires étrangères. L'opération militaire *Barkhane* au Sahel c'est bien mais c'est très insuffisant par rapport aux problèmes que rencontrent les Etats locaux. Entre autres choses, l'équivalent de *Barkhane* pour aider l'agriculture locale y serait au moins aussi efficace à long terme pour lutter contre les organisations islamistes que le simple ciblage de ses membres.

La force de projection militaire, devenue squelettique, doit retrouver de la force. Il faut reconstituer le réseau dense de conseillers dont nous disposions il y a quelques dizaines d'années, disposer d'unités expéditionnaires souples plus puissantes et adaptées, constituer des unités mixtes franco-locales à la manière de l'armée tchadienne en 1970, etc. le tout bien sûr dans le respect des souverainetés locales.

Le plus important de tout reste cependant la volonté de combattre, c'est à dire concrètement d'accepter que des soldats tombent éventuellement. Nous avons accepté que plusieurs dizaines de soldats français soient tués ou blessés au Mali face à des adversaires qui n'avaient pas tués plusieurs centaines de personnes en France. Pourquoi n'est ce pas le cas face à l'Etat islamique ? Avons-nous donc perdu tout courage ou sommes-nous si nuls pour imaginer qu'on ne peut

combattre au sol sans s'enliser ? Là aussi, tant de choses à faire, et si peu de choses de faites depuis le début de la guerre.

Mais ne nous y trompons pas, lutter contre des hommes armés ne suffira pas si on ne s'attaque pas non plus aux raisons qui font que ces individus acceptent de prendre les armes, de mourir et de tuer des innocents. On peut se contenter, faussement, de n'y voir que la manipulation d'esprits simples, voire dérangés. On peut considérer aussi la capacité de notre société libérale-libertaire à, selon un paradoxe qui n'est qu'apparent, à se rigidifier et produire massivement de l'humiliation sociale.

De ces drames peut finalement sortir un bien commun. A la France des mornes années trente et du désastre de 1940 a succédé la France de trente glorieuses. On parlait alors de miracle français. Le nouveau miracle français consistera sans doute à redevenir un modèle de société séduisant pour ses membres et pour le reste du monde. Ce sera encore plus puissant pour l'emporter que toutes les forces militaires ou de sécurité que nous pourrons (et qu'il faudra) aligner. Cette guerre est un défi pour toute une génération, une « grande génération ».

Colonel (er) Michel GOYA

Docteur en Histoire